

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 28 SEPTEMBRE 2021**

JP/PF

OBJET : 3.9. MARCHÉ FOURNITURES/SERVICES – CONTRÔLE RÉGLEMENTAIRE ÉQUIPEMENTS - T208 - NOUVELLE MISE EN MARCHÉ

L'an deux mille vingt-et-un, le vingt-huit du mois de septembre à neuf heures trente, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDÈCHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis 80, avenue de la République à LARGENTIÈRE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, sont présents à la délibération suivante :

NOM Prénom	Collectivité représentée	Présent-e ou supplé-e	Supplé-e par pouvoir donné à
PASCAL Jean	FAUGÈRES	X	
GARRIDO Jean-Manuel	ST-ANDRÉ-DE-CRUZIÈRES	X	
ARCHIMBAUD Patrick	VALS-LES-BAINS	X	
DURAND Jean-Luc	PONT-DE-LABEAUME		
MERINE Philippe	ST-PRIVAT	X	
MARRON Jacques	SIAEP DE BARJAC	X	
BALAZUC Thierry	LACHAPELLE S/S AUBENAS	X	
LACROIX Bernard	LARGENTIÈRE	X	
BACCONNIER Jean-Claude	SIVOM OLIVIER DE SERRES	X	
BALMELLE Robert	BERRIAS-ET-CASTELJAU	X	
FLAMBEAUX Patrice	LABEAUME		Pouvoir à ARCHIMBAUD Patrick
SOUBEYRAND Jacky	AUBENAS	X	
CHASTAGNIER Geneviève	JOYEUSE	X	
BOYER Joël	UCEL	X	
GROS Cyril	LABÉGUDE	X	
LLORCA Patricia	ST-JULIEN-DU-SERRE		Pouvoir à BOYER Joël
CHARRIER Nicolas	CHASSIERS		
CARON Christian	RUOMS	X	
COROMINA Jean	VALLON-PONT-D'ARC		
VÉOL Christophe	LALEVADE D'ARDÈCHE		Pouvoir à GROS Cyril

A été élu secrétaire de séance : M. Jean-Manuel GARRIDO, 1^{er} vice-président.

**OBJET : 3.9. MARCHÉ FOURNITURES/SERVICES – CONTRÔLE RÉGLEMENTAIRE
NOUVELLE MISE EN MARCHÉ**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du comité syndical en date du 28 septembre 2020).

Par délibération en date du 12 mai 2021 sur l'organisation interne des achats, le bureau syndical a adopté un règlement et une nomenclature définissant la politique d'achats de la structure pour les marchés à procédure adaptée.

Cette nomenclature, qui permet la computation des seuils de marchés pour les fournitures et services, avec des seuils appréciés « en montants cumulés sur l'année civile », définit les différentes familles d'achats de la collectivité.

Le présent rapport concerne la famille T208 « Contrôle réglementaire des équipements » de la nomenclature.

Le contrôle de la conformité des équipements (électrique, mécanique, engins de levage et disconnecteurs) est à réaliser tous les 6 mois ou tous les ans, en fonction du type de matériel concerné. Ils permettent de vérifier le maintien en état de conformité des installations, afin d'assurer notamment la protection du personnel d'intervention.

Les marchés actuels prennent fin le 2 janvier 2022. Ils doivent être remis en concurrence afin d'assurer le bon fonctionnement de nos ouvrages. Il est proposé de relancer une consultation sur les bases du nouveau règlement interne des achats et de sa nomenclature liée. Le contrôle des équipements électriques, mécaniques, de levage et de protection individuelle (famille T 208) est désormais traitée indépendamment des contrôles des extincteurs (famille L Bâtiments) et des contrôles périodiques des équipements d'autosurveillance et le suivi des stations de traitement des eaux usées (famille T201).

Comme pour les autres marchés de fournitures régulières d'exploitation, il est proposé une durée de 4 ans afin d'être attractif pour les fournisseurs tout en pérennisant sur la durée un achat régulier de la collectivité.

L'économie est évaluée de la manière suivante :

- Contrôle de la conformité des équipements (électriques, mécaniques, levage ; équipement de protection individuelle) pour la protection des biens et des personnes : 40 000 € HT en moyenne par an. Il est proposé de fixer les montants suivants : 40 000 € minimum et 160 000 € HT maximum sur la durée totale du marché prévue.

Il est proposé de conclure un accord cadre mono attributaire à bons de commande avec minimum et maximum.

Il est proposé de lancer cette consultation en procédure adaptée (niveau 3). Les critères d'attribution et pondérations proposés sont les suivants :

- **Prix** : pondération 60%
- **Valeur technique de l'offre** : pondération 40%

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, le bureau syndical décide de :

- **ADOPTER** ces propositions,
- **AUTORISER** le président à lancer la procédure,
- **RECOURIR** à une dévolution dans les conditions présentées ci-dessus,
- **FIXER** les critères suivants :
 - **Prix** : pondération 60%
 - **Valeur technique de l'offre** : pondération 40%.
- **AUTORISER** le président à engager le marché, dans la limite de l'économie présentée, en utilisant les principes relatifs aux marchés publics établis par délibération du comité syndical du 28 septembre 2020,
- **DONNER** délégation au président pour signer tous documents à cet effet.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le président,

Jean PASCAL